



## Décision individuelle N°2020-267

**Pétitionnaire** : SINTEGRA pour le compte de l'ONF

**Adresse** : agence de Meylan, CS30003 – 38241 MEYLAN cedex

**Nature de la demande** : prises de vues et survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : Prolongation - Réalisation d'une couverture photographique destinée au suivi des couvertures végétales

**Localisation** : Ubac de Monier, Valplane / Prés de Madame de France, commune d'Allos (04)

### La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3, 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-264 du 18 septembre 2020 autorisant la société SINTEGRA à effectuer des survols en vue de la réalisation d'une couverture photographique du secteur Ubac de Monier, Valplane, Prés de Madame de France jusqu'au 30 septembre 2020,

**Considérant** la demande formulée en date du 24 septembre 2020 par Madame Vanacker Sarah, ingénieur au sein de SINTEGRA,

**Considérant** que la demande porte sur une prolongation de la période d'autorisation de survol, sans autre modification du projet,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Nature de la demande – modification de l'article 3 « durée »

1.1. L'article 3 de la décision n°2020-264 datée du 18 septembre 2020 et autorisant la société SINTEGRA à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du parc national, sur le secteur « Ubac de Monier, Valplane, Prés de Madame de France » est modifié comme suit :

« La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 15 octobre 2020, **sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné 24h à l'avance par courriel, de la date exacte des survols.**

Contacts :

chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))

adjoint « Verdon » CULOTTA Jean-Marc ([jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.92.83.04.18 »

## **1.2. Les autres dispositions de la décision n° 2020-264 restent inchangées.**

### **Article 2 :**

#### **Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 3 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 4 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 5 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 86 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 septembre 2020



La directrice  
du Parc national du Mercantour

**Aline COMEAU**

-----  
Copie :

- service territorial Ubaye-Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent